



LE DEVELOPPEMENT DURABLE : UN ENJEU POUR LES ASSOCIATIONS

Novembre 2011

Noémie LAGUESTE – Marie DUROS - Cécile BAZIN
Thibault BORDEAUX - Jacques MALET

Cette étude a été réalisée en coopération avec l'Institut pour le développement de l'éthique et de l'action pour la solidarité (IDEAS), l'Association française des trésoriers d'associations (AFTA) et le Conseil supérieur des experts comptables (CSOEC)

LES ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE : UN LEVIER POUR STIMULER LES DONATEURS ?

AVANT-PROPOS

Quatre partenaires¹ se sont associés pour favoriser la diffusion des travaux réalisés par un groupe de travail composé d'associations et de fondations, sur les bonnes pratiques en matière de développement durable adaptées à leur secteur d'activité. Ce groupe a publié un petit livre qui a vocation à susciter l'envie, pour l'ensemble des associations et des fondations de se préoccuper de ce thème, afin de l'inscrire dans leur agenda d'optimisation de leurs pratiques. Il a pour objectif de donner les premières pistes très concrètes pour lancer cette optimisation dans les différents champs du développement durable. Ainsi l'Institut IDEAS se préoccupe d'intégrer ces bonnes pratiques au sein de son guide en les présentant sous forme de critère souhaitable.

Dans le cadre de l'enquête « A l'écoute des Donateurs » qu'organise l'équipe de Recherches & Solidarités, chaque année depuis 5 ans, une partie a été consacrée en 2011 à leur intérêt pour le rôle que jouent (ou peuvent jouer) les associations au sein de la société et au-delà de la cause qui leur est propre, en matière de développement durable. Les questions ont été préparées en commun, et l'exploitation des réponses a révélé des pistes intéressantes. Celles-ci ont été présentées en avant-première, lors du forum national des associations, le 27 octobre, et font l'objet de l'article qui suit.

Nous sommes heureux de constater que cette notion n'est pas inconnue des donateurs français, même si un important travail de sensibilisation reste à faire. Dans une prochaine enquête, au printemps 2012, ce sont cette fois les responsables des associations eux-mêmes qui prendront la parole sur ce sujet.

Ces différents dispositifs d'enquête mis en place par le réseau associatif d'experts Recherches & Solidarités nous sont ainsi très précieux, pour prendre la dimension de l'existant, et mesurer le chemin qui reste à parcourir.

HELENE DRANSSART (IDEAS)
JEAN-JACQUES PERRIN (CSOEC)
FRANÇOIS CHAPUIS (AFTA)

LES SEPT SUJETS PRIS EN COMPTE PAR LE GROUPE DE TRAVAIL :

La gouvernance de l'association ou de la fondation – Les questions liées aux droits de l'homme – Les relations et les conditions de travail au sein de l'organisme – Les questions liées au respect de l'environnement – La loyauté des pratiques – Le respect des consommateurs – L'implication dans le développement local.

Pour en savoir plus : www.centre-français-fondations.org
beatrice.dedurfort@centre-francais-fondations.org

¹ L'Association Française des Trésoriers d'associations (AFTA), le Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables (CSOEC), le Centre Français des Fondations, et l'Institut pour le Développement de l'Ethique et de l'Action pour la Solidarité (IDEAS).

Dans le cadre de l'enquête annuelle « A l'écoute des donateurs », un chapitre spécifique était consacré à ce sujet. Pour le présenter, nous avons décidé de le placer sous le thème du « rôle citoyen des associations ».

Et le propos introductif était le suivant : *Les associations qui collectent de l'argent défendent une cause bien précise (urgences, développement, recherche, aide aux plus démunis...). Elles évoluent dans un environnement juridique, institutionnel, économique et social qui les confronte aux grands sujets de société. Ainsi ces dernières années, certaines associations se sont préoccupées des enjeux liés au développement durable. Les questions qui suivent sont destinées à savoir ce que vous en pensez et si cela peut vous influencer dans vos décisions de leur donner de l'argent.* Suivaient quatre questions permettant de réaliser une première approche de l'opinion des répondants.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE, UNE NOTION (ASSEZ) CONNUE DES DONATEURS

Bien qu'il n'existe pas de définition figée et unique du développement durable, pour 30 % des donateurs, cette notion semble maîtrisée d'une manière précise, et pour 53% d'entre eux, elle semble plus ou moins maîtrisée.

La question : *Parmi les grands sujets, le développement durable est une notion de plus en plus répandue dans les différentes sphères de la société (politique, économique, sociale...). Pensez-vous savoir ce qu'elle signifie ?*

Tableau 1 : Ventilation des réponses, selon la tranche d'âge

	18-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	Plus de 70 ans	Ensemble
Oui, de manière précise	43%	30%	35%	33%	27%	24%	30%
Oui, plus ou moins	49%	52%	52%	54%	49%	55%	53%
Sous total oui	92%	82%	87%	87%	76%	79%	82%
Non, pas vraiment	6%	17%	12%	12%	23%	15%	15%
Non, pas du tout	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Sous total non	8%	18%	13%	13%	24%	16%	16%
Non réponse						5%	1%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs

La notion de développement durable semble plus facile à définir pour la plus jeune génération : les 18-29 ans sont en effet 43% à fournir une réponse assurée, contre 30% en moyenne, et seulement 24% chez les plus âgés.

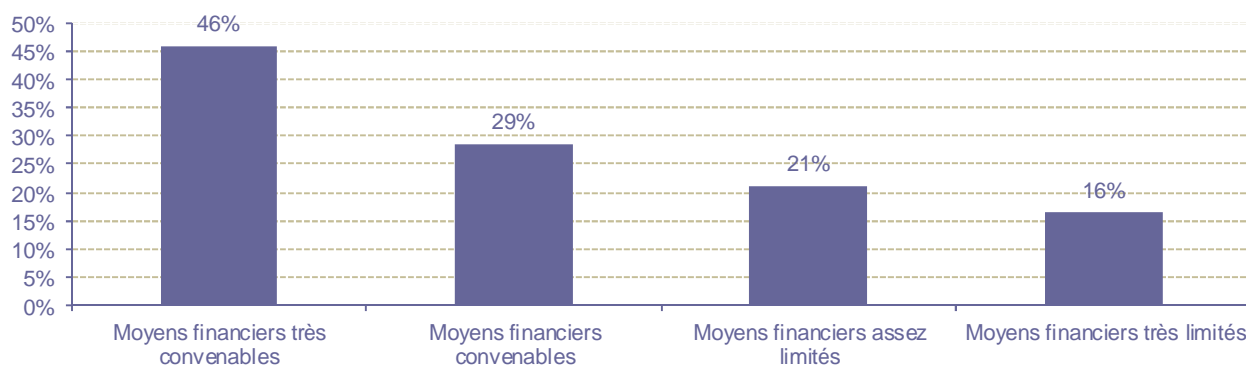
L'effet d'âge se confirme lorsque nous observons plus particulièrement les 60-69 ans, ils sont 24 % à considérer ne pas connaître la signification du développement durable (connaissance approximative ou pas du tout). Chez les plus de 70 ans, une certaine prudence est de mise, puisque 5% préfèrent ne pas répondre.

Née à la fin des années 1980, la notion de développement durable est passée peu à peu dans le langage courant. Sa diffusion plus large ne date que d'une dizaine d'années, ce qui peut expliquer le fait que les générations plus jeunes soient ici plus à l'aise.

Comme on pouvait s'en douter, les personnes qui défendent les causes environnementales se distinguent et déclarent, en proportion plus importante que la moyenne (52%), connaître le concept de manière précise. Ceci s'explique certainement par le fait que cette notion fût liée aux problématiques environnementales dès son émergence, cette appréhension du développement durable est relativement réductrice mais reste toujours d'actualité aujourd'hui.

Par ailleurs, la connaissance de cette notion varie fortement selon les moyens financiers disponibles, comme le montre le tableau suivant.

Graphique 1 : Proportion des donateurs ayant une connaissance précise de la notion



Source : enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs

Cette corrélation se prolonge par une corrélation logique entre le montant annuel moyen des dons, et la propension à bien connaître la notion : la proportion est de 20% chez ceux qui donnent jusqu'à 45 euros, toutes associations confondues, et va jusqu'à 47% chez ceux qui donnent plus de 1000 euros chaque année.

Pour autant, on devra nuancer ce résultat global : en effet, chez les 18-29 ans, proportionnellement les plus nombreux à maîtriser le concept, l'effet « moyens disponibles » ne semble pas jouer : que l'on soit à l'aise financièrement ou que l'on soit nettement plus limité, on s'intéresse tout autant au développement durable et on le connaît tout autant de manière précise.

A vos yeux, quels sont les sujets les plus importants en matière de développement durable ?

Parmi ces réponses libres, les donateurs ont évoqué de nombreux domaines. La thématique la plus citée est celle de l'énergie, mentionnée par un répondant sur cinq. Elle est essentiellement abordée sous l'angle des économies à réaliser : *efficacité et sobriété énergétique, énergie renouvelable, impacts sur la société...* Par ordre décroissant, sont aussi pointées, la protection de l'environnement, la gestion des déchets et la lutte contre toutes les formes de gaspillages, la gestion de l'eau, l'agriculture et l'alimentation, et la lutte contre le réchauffement climatique.

Certains répondants sont sensibles à ce qu'ils nomment l'éducation à l'environnement et dépassent le strict cadre environnemental pour élargir la notion de développement durable aux questions sociales (cohésion sociale, responsabilité sociale, économie sociale...). Avec une attention spécifique pour les pays en difficulté. Les notions de commerce équitable ne sont pas oubliées, pour respecter les producteurs d'autres pays. Le sujet du nucléaire est peu souvent abordé, de même que celui des transports.

Un répondant profite de l'enquête pour indiquer « *Sujet trop vaste, et généralement très indirectement lié aux causes que je soutiens. Par contre je regrette le gâchis des courriers de relance avec divers gadgets* ».

LES ASSOCIATIONS : DES ACTEURS CONCERNES PAR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Pour 60% des donateurs, les associations sont véritablement concernées par les sujets liés au développement durable, soit en tant qu'acteurs au sein de la société (27%), soit par leur comportement propre et leur mode de fonctionnement (33%).

Mais il apparaît clairement que cette question a posé des difficultés aux répondants (14% en moyenne n'ont pas su répondre). Nous pouvons facilement imaginer qu'il faille connaître la signification de la notion de développement durable pour prétendre répondre à cette question : cette proportion est en cohérence avec les 16% des personnes interrogées qui déclaraient ne pas connaître cette notion.

La question : *Selon vous les associations en général sont-elles concernées par les sujets liés au développement durable ?*

Tableau 2 : Répartition des réponses en fonction de l'âge

	Oui, ne serait-ce qu'en tant qu'acteur de la société	Oui, également par leur comportement et leur mode de fonctionnement	Non, pas vraiment	Non pas du tout	Pas de réponse	Total
Moins de 29 ans	33%	39%	14%	2%	12%	100%
30-39 ans	26%	37%	25%	1%	11%	100%
40-49 ans	25%	41%	16%	1%	17%	100%
50-59 ans	29%	28%	28%	2%	13%	100%
60-69 ans	23%	34%	23%	1%	18%	100%
Plus de 70 ans	29%	27%	32%	1%	11%	100%
Ensemble	27%	33%	25%	1%	14%	100%

Source : *Enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs*

Notons d'abord que peu de répondants sont catégoriques pour refuser aux associations un rôle dans ce domaine (1% en moyenne).

Si l'on s'en tient à la troisième colonne (sur le comportement et le fonctionnement des associations), on peut noter qu'un fort pourcentage se maintient au-delà de 30 ans et jusqu'à 50 ans, qu'il faiblit chez les quinquagénaires et remonte chez les 60-69 ans. Ceci pourrait être lié aux préoccupations des parents (30-49 ans) et des jeunes grands-parents (60-69) concernant le devenir de leurs enfants et petits-enfants, et au-delà des générations futures.

On note également que plus l'âge s'élève, plus la proportion de réponses négatives est importante, atteignant 33% parmi les répondants de plus de 70 ans. Au-delà du tableau, précisons que cette proportion atteint 38 % chez les personnes estimant leurs moyens financiers comme très limités.

Dès lors que les donateurs étaient invités à indiquer la ou les causes pour lesquelles ils donnent de l'argent à des associations, nous pouvons effectuer un tri selon ce critère, et le présenter dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Répartition des réponses en fonction de la cause soutenue

	Oui, ne serait-ce qu'en tant qu'acteur de la société	Oui, également par leur comportement et leur mode de fonctionnement	Non, pas vraiment	Non pas du tout	Pas de réponse	Total
Environnement	34%	38%	17%	1%	9%	100%
Culture – Sport – Loisirs	42%	39%	11%	4%	4%	100%
Droits de l'homme	31%	34%	20%	1%	13%	100%
Education, formation	27%	44%	20%	0%	8%	100%
Aide au développement	31%	38%	13%	1%	16%	100%
Santé	25%	35%	26%	1%	13%	100%
Recherche médicale	23%	34%	28%	1%	15%	100%
Personnes en difficulté en France	29%	35%	24%	1%	12%	100%
Actions pour catastrophes naturelles	32%	41%	17%	0%	10%	100%
Aide médicale internationale	32%	31%	25%	0%	11%	100%
Soutien à la pratique d'une religion	28%	38%	27%	0%	7%	100%

Source : Enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs

La proportion d'abstention est au plus bas (4%) chez ceux qui s'impliquent dans la culture, le sport ou les loisirs, elle est au plus haut parmi les donateurs qui soutiennent l'aide au développement (16%) et la recherche médicale (15%).

Plus d'un répondant sur quatre considère que les associations ne sont pas concernées par les sujets de développement durable, parmi ceux qui soutiennent des causes liées à la santé, à la recherche médicale, l'aide aux personnes en difficultés, l'aide médicale internationale ou encore la pratique d'une religion.

A l'inverse, les donateurs dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs sont plus de 80% à penser que les associations ont un rôle à jouer. La structure par âge des donateurs permet de toute évidence d'expliquer ces tendances : les donateurs dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs étant certainement plus jeunes que les donateurs qui soutiennent les causes citées plus haut.

DES ENJEUX CONNUS, MAIS QUI N'ORIENTENT PAS (ENCORE) LES DONATEURS

La question : *Au moment où vous choisissez l'association à laquelle vous allez donner de l'argent, attachez-vous de l'importance à ses pratiques en matière de développement durable ?*

Tableau 4 : Répartition des réponses en fonction du genre des donateurs

	Homme	Femme	Ensemble
Non, vous vous attachez simplement à la cause quelle défend	61%	46%	53%
Oui, pour être mieux informé sur l'association et ses prises de position	10%	15%	13%
Oui, et selon ses pratiques, cela pourrait vous amener à ne plus donner	13%	17%	15%
Vous ne vous êtes jamais posé cette question	13%	19%	16%
Non réponse	3%	3%	3%
Total	100%	100%	100%

Source : Enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs

Les pratiques de développement durable des associations peuvent influencer les donateurs dans le choix de l'association à soutenir, c'est le cas pour 28 % des répondants. Toutefois, plus de la moitié des donateurs (53 %) indiquent ne pas attacher d'importance aux pratiques de l'association. Par ailleurs, 16 % des répondants ne se sont jamais posé la question. Le lien entre le choix de l'association et ses pratiques en matière de développement durable n'est donc pas systématique, le contraire aurait été surprenant !

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à attacher de l'importance aux pratiques de développement durable des associations (32 % contre 23 % chez les hommes), elles sont aussi proportionnellement plus nombreuses que les hommes à considérer que les associations sont concernées par les sujets liés au développement durable (64 % contre 55 %), alors qu'elles sont moins nombreuses à dire qu'elles connaissent sa signification.²

Au delà du tableau, les résultats selon l'âge montrent qu'après 40 ans, plus de la moitié des répondants estiment ne pas attacher d'importance aux pratiques des associations en matière de développement durable, tandis que les moins de 30 ans sont proportionnellement plus nombreux (41 %) que la moyenne (28 %).

Dès lors que ce sujet doit intéresser particulièrement les associations qui collectent, deux approches complémentaires sont ici nécessaires, en fonction des moyens disponibles, et selon le montant moyen donné chaque année.

Tableau 5 : Répartition des réponses en fonction des moyens jugés disponibles

	Non, vous vous attachez simplement à la cause quelle défend	Oui, pour être mieux informé sur l'association et ses prises de position	Oui, et selon ses pratiques, cela pourrait vous amener à ne plus donner	Vous ne vous êtes jamais posé cette question	Non réponse	Total
Moyens très convenables	59%	9%	13%	15%	4%	100%
Moyens convenables	51%	17%	14%	17%	1%	100%
Moyens assez limités	51%	14%	15%	17%	2%	100%
Moyens très limités	51%	10%	20%	14%	5%	100%

Source : Enquête 2011 R&S, A l'écoute des donateurs

Le cumul des réponses positives, montrant l'influence du sujet, qui est de 28% en moyenne, est singulièrement plus faible (22%) chez ceux qui disent disposer de moyens financiers très convenables. Il est à peu près le même, autour de 30%, pour les autres donateurs.

Lorsque l'on examine les résultats en fonction du montant annuel donné, on ne trouve pas de corrélation particulière : simplement une différence entre ceux qui donnent moins de 30 euros (37% se disent influencés) et ceux qui donnent plus de 1000 euros (19% seulement se disent influencés).

² Vraisemblablement par souci de ne pas occulter leurs lacunes, à la différence des hommes qui ont généralement tendance à se valoriser un peu.

UNE CONCLUSION PROVISoire...

La lecture de ces résultats peut se faire de deux façons, selon l'optimisme du lecteur : ou bien il considèrera que les associations disposent encore d'un peu de temps pour séduire leurs donateurs, dans la mesure où ils sont encore fort nombreux à se dire peu influencés par ces sujets, au moment d'orienter leurs dons ; ou bien il verra que déjà 15% des donateurs pourraient décider de ne plus donner à une association qui ne les a pas convaincus dans ses pratiques en matière de développement durable.

Quoi qu'il en soit, chacun notera, et les associations qui collectent tout particulièrement, l'intérêt porté par les jeunes à cette notion. Les porteurs et les défenseurs de ces messages sont donc amenés à être avec le temps, de plus en plus nombreux, dans leurs gestes au quotidien, y compris dans leurs gestes de générosité.

Déjà aujourd'hui, ceux qui soutiennent une association agissant dans le domaine de l'environnement se disent influencés dans une proportion de 62%. Et les associations concernées doivent savoir que 40% de leurs donateurs pourraient, à l'examen de leurs propres pratiques, décider de ne plus leur donner. Elles sont donc, dès aujourd'hui, particulièrement observées, non seulement pour ce qu'elles disent et qu'elles défendent, mais aussi pour ce qu'elles font ...

A PARAITRE EN NOVEMBRE :

LA GENEROSITE DES FRANÇAIS – 16^{EME} EDITION

RECHERCHES & SOLIDARITES, un réseau d'experts au service de toutes les formes de solidarités.

Association sans but lucratif, R&S s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation de complémentarité intelligente par rapport aux travaux qui sont menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications nationales, régionales et départementales qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

R&S réalise également, en lien avec des partenaires de plus en plus nombreux (réseaux associatifs, services déconcentrés de l'Etat, conseils généraux, associations nationales...) des travaux spécifiques sur le bénévolat, la vie associative ou le don d'argent.